

**JUILLET 1990 :**  
**COUP D'ENVOI DE L'OFFENSIVE**  
**ANTISOCIALE**  
**SOUS LE FAUX PRÉTEXTE DE**  
**LUTTE ANTI- INTÉGRISTE**

**UNE DES FACETTES PRINCIPALES**  
**DE LA CRISE DU PAGS**

*par Sadek HADJERES  
socialgerie article 255  
le 17 juillet 2010*

"Socialgerie" a esquissé dans sa précédente livraison (article 251) une vue d'ensemble des racines principales du glissement du PAGS l'éloignant de sa vocation fondamentale.

Le site avait également fourni les mois précédents les références à des contributions individuelles qui avaient mis en garde à l'époque contre ce glissement.

À partir d'aujourd'hui, et avec la même préoccupation constructive, le site présentera plusieurs des facettes qui illustrent ce processus de dégradation et la façon dont il a échappé à la vigilance de ses militants comme à l'attention de l'opinion progressiste.

Dans cette première suite aux articles précédents, sont indiqués quelques exemples de l'abandon du terrain des luttes sociales.

L'abandon délibéré a non seulement porté tort aux intérêts des couches populaires et laborieuses, il a aggravé surtout la désorientation et la déstabilisation croissantes du champ politique sous les pressions conjuguées des courants hégémonistes opposés, pour qui le "salut" de l'Algérie ne saurait passer que par la confrontation violente et le poids des armes.

Ces illustrations seront suivies dans d'autres textes par une approche du socle stratégique (politique et socio-économique) qui a sous-tendu ces dérives.

Seront également présentés plus tard quelques évènements et épisodes instructifs du glissement fatal vers la perte d'autonomie puis la dispersion organique.

## **JUILLET 90 : COUP D'ENVOI DE L'OFFENSIVE ANTISOCIALE SOUS LE FAUX PRETEXTE DE LUTTE ANTI-INTEGRISTE**

De juillet à décembre 90, l'abandon du social proclamé en juin par le groupe de liquidateurs du PAGS s'accroît dans les faits.

La couverture idéologique va en être fournie par le projet de RPI (« résolution politico-idéologique ») conçue insidieusement comme projet de transition algérienne à l'insertion dans le néolibéralisme mondial.

D'anciens camarades, m'ont dit honnêtement en quoi ils avaient été trompés. Ils avaient cru un moment que le PAGS avait intérêt à décrocher de la lutte sociale « pour mieux se consacrer au combat contre l'intégrisme ».

Détrompés depuis, mais confus de leur méprise, certains invoquent qu'il n'était quand même pas facile dans les conditions de l'époque d'engager un tel combat. L'un d'eux m'avait même suggéré, sans trop y croire, que nous n'avions pas les moyens matériels d'une telle lutte, alors que le FIS en était abondamment pourvu.

Je lui rappelais combien nos jeunes camarades se moquaient des bureaucrates ou « khobzistes » de la JFLN qui ne pouvaient pas bouger le petit doigt sans être assurés de locaux, de voitures, de finances et d'ordres de mission. Et en fin de compte, ils ne faisaient rien d'autre que des discours ronflants, alors que nos camarades volontaires dénués de tout parvenaient à joindre les paysans pauvres et ouvriers agricoles au fond de leurs campagnes pour débattre avec eux et les mobiliser.

La différence était que pour eux, comme aux yeux de tout le monde, le social était la vraie carte d'identité du PAGS.

Peut-être les camarades conscients de leur méprise, confondaient-ils pour s'excuser les dures années à partir de 1992 et les deux années 90 et 91 où les luttes sociales étaient non seulement nécessaires et rentables mais tout à fait possibles.

Or même durant les années plus difficiles, les militants qui avaient rejeté les faux arguments de l'abandon social, ont su trouver des formes pour mener avec leurs collègues de travail ou amis de quartiers des actions de solidarité mutuelle, faire valoir leurs droits, protéger leurs instruments et installations de production, assurer la continuité de leurs chantiers ou des activités de leurs services etc.

Cela irritait sans doute les activistes de l'intégrisme, mais leur valait la sympathie et une protection même non avouées de leurs collègues et voisins.

Leurs aînés avaient fait de même durant la guerre de libération, ils reprochaient d'ailleurs à ceux qui se réclamaient de l'UGTA de venir seulement les voir pour percevoir des cotisations mais étaient absents quand des actions étaient engagées par les travailleurs à la base.

Durant les années 90, nombre de ces militants ont payé de leurs vies la fidélité à leur engagement syndical, comme le regretté Belazhar à Constantine qui fut l'un des premiers de ces victimes. [1]

J'ai évoqué en 2006 à l'occasion de l'anniversaire de la fondation du PCA, comment Hafidh Megdoud, travailleur du port, avait été arraché à la vie en Novembre 1995 dans son quartier, sous les balles des terroristes que lui et ses compagnons avaient mis à plusieurs reprises en échec syndical et politique sur leurs lieux du travail.

Ils avaient réussi des grèves professionnelles ou d'intérêt national auxquelles les amis idéologiques et politiques des terroristes, aussi bien que les autorités administratives du port, avaient tenté en vain de s'opposer.

Quelques jours avant son assassinat, contre toute légitimité démocratique, il avait été suspendu du conseil d'administration de la Mutuelle des Transports où il représentait les travailleurs.

Il a perdu la vie à la veille du renouvellement du conseil syndical du port d'Alger où les dockers s'approprièrent à le reconduire dans ses responsabilités.

Lorsque sous la pression d'une actualité dramatique et dramatisée en juin et juillet 90, la majorité de l'exécutif du parti a accepté passivement la directive contre nature de bloquer l'action sociale et syndicale, le

PAGS et la cause démocratique se sont discrédités et les travailleurs sous pression intégriste ont été désorientés.

Ils ont été livrés aux réactions subjectives de leur environnement, sans orientation cohérente et convaincante en mesure de les faire réfléchir.

Les capacités de mobilisation se sont affaiblies sauf dans les zones traditionnellement les plus combattives et comptant des cadres mieux trempés par les luttes passées, capables de réfléchir par eux-mêmes, comme dans les complexes de la zone industrielle de Rouiba, ceux d'El Hadjar, les ports, certaines régions paysannes, etc.

Ces zones ont constitué des noyaux de résistance et d'initiative mais leur impact n'était plus le même que s'il y avait eu un large consensus, une coordination politique et pratique cohérente et un mouvement de masse à l'échelle nationale.

On mesure mieux ce que la cause démocratique a perdu par quand on sait les actions remarquables menées ultérieurement malgré ce sabotage.

Sait-on par exemple que Abbassi Madani voulait lancer son appel à la grève générale du FIS en mai 91 à partir du complexe métallurgique d'El Hadjar, ce qui aurait été hautement symbolique.

Les travailleurs lui en ont massivement interdit l'entrée.

Une violente bataille s'est menée entre eux et des bandes d'hommes de main de la région venus sans résultat forcer l'entrée du complexe.

Il y avait là une classe ouvrière, des salariés et des cadres formés durant le quart de siècle écoulé, dans les luttes par ateliers ou à l'échelle du complexe et de la région. Il y avait des responsables syndicaux éprouvés comme leur leader Derradji Dilmi, qui au congrès du PAGS, quelques mois auparavant, avait obtenu avec moi le plus grand nombre de suffrages, devançant Hachemi Cherif d'environ cent cinquante voix (chiffres que les compte rendus de la brochure officielle ont ensuite totalement occultés).

Je me souviens comment la cellule des travailleurs du port d'Alger a magistralement préparé sa participation à la grève nationale lancée par l'UGTA au printemps 91 (date ?).

L'appel de la Centrale liée au pouvoir avait sans doute, comme d'habitude, des arrière-pensées politiciennes mais ça ne justifiait pas la position équivoque de la nouvelle direction du PAGS qui n'avait pas pris ouvertement position pour la grève.

Pour une fois que la centrale faisait quelque chose de positif, la direction du PAGS déclarait de façon bizarre qu'il appartenait seulement aux travailleurs à la base de se prononcer.

Bien sûr que démocratiquement c'est toujours à eux que revient sur chaque lieu de travail le dernier mot. Mais il appartenait au parti de donner son opinion, et de renforcer le contenu démocratique et social de l'action, sans s'enfermer dans les calculs politiques et les luttes de clans au sein du pouvoir.

La direction du parti aurait même dû encourager l'initiative, si elle n'avait pas été paralysée par l'inadmissible orientation de l'année précédente, consistant à mettre les bâtons dans les roues à tout mouvement social issu de la base.

Les travailleurs de la cellule PAGS des dockers l'ont compris.

Je les voyais en réunion mettre au point de façon minutieuse les mots d'ordre politiques liés au social, les dispositions pratiques et la répartition des tâches pour les différents rôles du port et par postes de travail.

Ils le faisaient sous le regard plein de méfiance d'une camarade au comportement de « garde rouge » de la révolution culturelle maoïste, envoyée à la réunion par la direction pour « surveiller » et rendre compte plus haut. Carnet en mains, elle prenait note fébrilement de tout, particulièrement de ce que je disais !

Des travailleurs présents m'ont rapporté plus tard comment ils avaient été prévenus contre moi pour ne pas m'écouter et comment mes propos et mes opinions étaient déformés. La grève fut un succès, localement et sur tout le territoire, en dépit des efforts du SIT (le syndicat du FIS) pour la contrarier.

La démonstration inverse a été faite quelques semaines plus tard quand les travailleurs ont mis en échec la grève que le SIT avait lancée pour mesurer son audience en faveur du FIS.

J'ai constaté toujours le même élan de mobilisation chez nos camarades, pourtant placés sur le port comme dans leurs quartiers aux premières lignes des pressions intégristes et anticommunistes.

Je me suis souvenu comment leurs aînés du temps de l'occupation coloniale et de la guerre de libération avaient fait preuve d'une maturité, y compris internationaliste, qui étonnait nos partenaires nationalistes.

Certains de ces derniers se demandaient pourquoi les dockers se laissaient mener par « Baptiste », un de leurs leaders élus par eux, à côté des autres camarades algériens. Il était européen d'Algérie, mais vétéran éprouvé des luttes syndicales et politiques sur le port, raison pour laquelle ses frères de classe n'auraient pas toléré comme on dit que quelqu'un vienne « toucher à un seul de ses cheveux » (il était chauve !).

Les étonnés de bonne foi ou les détracteurs malveillants imaginaient toujours que les rapports envers les travailleurs de la base étaient nécessairement des rapports de domination et de manipulation de la part des responsables, qu'ils soient algériens musulmans ou pieds noirs,

Ils ne comprenaient pas que l'autorité de Baptiste et le respect que les dockers lui portaient venaient de son engagement à leurs côtés, d'une disponibilité dénuée de paternalisme et empreinte de franchise qu'ils ne trouvaient pas chez nombre de leaders parachutés par le MTLD.

On le voyait être comme hiver avec son béret à cinq heures du matin sur les lieux d'embauche, le premier à recevoir les coups des CRS en cas de répression.

Ils avaient eu maintes fois l'expérience que ses conseils étaient les bons pour faire aboutir leurs revendications, alors que d'autres qui se disaient leurs « frères » les avaient trompés soit par des attitudes timorées soit par aventurisme.

L'explication des niveaux de conscience des uns et des autres dépasse les clivages d'identité nationale, religieuse ou linguistique.

C'est l'expérience des luttes solidaires qui forge les mentalités, qui donne aux travailleurs le goût de l'unité d'action et alimente une maturité commune au-delà de leurs différences. Et non pas les injonctions et les « fetwas » dictées par le haut, surtout si elles ne correspondent pas aux intérêts des individus et de leurs collectivités.

N'est-ce pas ainsi qu'on peut mieux comprendre aujourd'hui, en ces années 2000, la montée de mouvements de plus en plus puissants et responsables comme ceux qu'ont animés à la surprise générale les enseignants ou les lycéens de la nouvelle génération ?

Voilà des mouvements et des événements que les cercles antisociaux sont incapables de comprendre, autrement que par les manipulations de chefs d'orchestre à qui il suffirait, par un signe de leur baguette magique, de leur dicter que la grève est hallal ou haram.

« Haram », ont estimé une fois de plus, à l'automne 90, un mois avant la tenue du Congrès du PAGES, ceux qui, quatre mois auparavant, en juillet, après leur ralliement intégral à un clan du pouvoir, avaient décrété que faire grève pour plus de bien-être, de dignité et de liberté était une diversion à la lutte contre l'intégrisme.

Cette fois, en novembre, les paysans de diverses régions du pays, aidés par nos camarades locaux et à l'échelle centrale, avaient préparé une marche à Alger pour présenter leurs problèmes au gouvernement.

La montée de ce mouvement social ne plaisait pas à ceux qui faisaient tous leurs efforts pour le freiner.

Nos chevaliers du respect strict de la Constitution n'ont pas trouvé anticonstitutionnel le fait pour eux de s'opposer au droit de manifester des paysans frappés dans leurs intérêts pourtant concédés et garantis par la loi.

Nos apparatchiks modernistes considéraient cela comme du populisme, alors qu'ils n'avaient pas un seul mot pour condamner la ruée des bureaucrates de l'appareil d'Etat pour s'emparer des exploitations que les paysans, privés des subventions et du soutien auquel ils avaient droit, étaient contraints d'abandonner.

(Plus tard, la publication des listes de ces accapareurs dans la presse avait été interrompue suite aux pressions des cercles d'accapareurs exercées sur le gouvernement réformiste).

Les camarades de la direction qui soutenaient les luttes paysannes se heurtèrent au sabotage et à l'obstruction acharnée des membres du clan qui se démasquera plus tard avec le « FAM ».

Usant d'arguments contradictoires et de prétextes pointilleux, ils retardaient de jour en jour la rédaction de l'appel aux fellahs.

Feignant l'indignation théâtrale, leur leader protesta contre l'envoi par le département de presse d'une ronéo disponible aux paysans de Bordj Bou Arréridj et de l'Est, sous prétexte que l'envoi avait été fait sans discussion ni autorisation préalable.

Comble du ridicule, ils ont fait envoyer quelqu'un pour la récupérer alors qu'elle était inutilisée au local central !

Des pressions administratives ont été exercées dans le même temps sur des privés qui devaient assurer le transport des délégations.

Tous ces barrages n'ont pas empêché que les paysans venus de partout ont manifesté jusqu'au Palais du Gouvernement où leur délégation que je conduisais a été reçue par le Chef du gouvernement, qui était alors en réunion.

La manifestation aurait été plus importante si tant d'obstacles n'avaient pas été dressés par les défenseurs à sens unique de la Constitution.

Dans les faits, ils privaient les droits sociaux et libertés démocratiques proclamés par cette Constitution, du soutien actif des couches sociales qui y étaient les plus intéressées.

Les délégations paysannes ont reçu au local central du parti un accueil chaleureux des militants et des cadres heureux de les écouter.

On a vu alors dans l'assistance le spectacle attristant de ceux qui avaient fait leur possible pour bloquer les paysans, se joindre à eux avec des sourires pour les « récupérer ».

Deux faits ressortaient de la manifestation.

D'une part, les actions à caractère social et démocratique étaient possibles, bénéfiques et mobilisatrices. Loin d'être une diversion, elles étaient d'un apport irremplaçable à la cause démocratique et sociale, qui ne se confondait ni avec les intérêts des couches bureaucratiques au pouvoir ni de ceux qui rêvaient de « devenir califes à la place du calife ».

D'autre part, la base militante du parti et sa base populaire potentielle étaient pour une option démocratique indissolublement liée à un contenu social.

C'était leur manière de s'opposer à l'option antidémocratique et faussement sociale de l'islamisme politique alors incarné par le FIS.

C'était aussi leur manière de se démarquer de l'option faussement démocratique des couches petites bourgeoises hégémonistes allergiques au social.

Nous étions à un mois du Congrès, quelques jours avant que je n'informe par une lettre écrite motivée les membres de l'exécutif de ma décision mûrie depuis longtemps de ne plus assumer ma fonction de premier Secrétaire après le Congrès.

La forte manifestation du courant militant favorable aux actions autonomes du parti, telle que celle qui venait de se dérouler, a-t-elle incité les intrigants à accentuer leurs pressions contre l'unité d'action et l'initiative autonome du parti ?

N'ont-ils pas compris qu'il leur fallait redoubler d'intrigues pour enfermer le PAGS dans l'alignement sur les positions d'une partie de la hiérarchie militaire qui se sentait menacée par les prétentions hégémonistes du FIS mais qui restait peu soucieuse de respecter les aspirations démocratiques et sociales de la base populaire qui souhaitait se libérer du joug de la hogra et de la malvie.



Un an plus tard, à l'automne 91, quand ces hautes sphères auront organiquement réalisé en grande partie leur projet de main mise et de contrôle direct ou indirect sur les appareils du parti, une autre délégation paysanne, venue cette fois de la région de Tiaret (je l'évoque par ailleurs) aura confirmé elle aussi deux constats.

Le premier constat est que des actions revendiquant la justice sociale étaient encore possibles malgré la plus grande dégradation du climat politique dans le pays.

Développer ces indices de vitalité démocratique dans les profondeurs du pays était encore plus souhaitable pour contrecarrer la dégradation et la confusion grandissantes.

L'urgence était de faire converger les élans de combativité sociale comme socle d'un rassemblement démocratique dans l'action, qui soit autre chose qu'un alignement sur les magouilles électoralistes que mijotaient les apprentis sorciers du pouvoir, celles qui allaient aboutir aux législatives de décembre avec les résultats que l'on sait.

Le deuxième constat est au contraire, que la direction, comme je le relate dans un autre récit à propos de cette délégation paysanne remarquable, va pousser plus loin l'obstruction que l'année précédente.

Elle va s'enfermer cette fois dans le rejet frontal, cynique et brutal, de toute forme d'action sociale.

C'était signer la mort du rôle socio-politique d'un PAGS moribond depuis qu'il avait cédé aux pressions visant à le faire renoncer à son identité fondamentale de parti national des travailleurs et des couches déshéritées.

Cet effacement historique ne bénéficiera pas à ses initiateurs les plus virulents.

Le « FAM » proclamé à grand fracas n'aura pas vécu plus d'une journée, le temps de son annonce par voie de presse, réduit ensuite aux diatribes de quelques individus dans l'hebdomadaire enchaîné de Mahmoudi, qui ne laisseront plus aucun doute sur leur filiation.

À quoi attribuer la régression, grave même si elle ne reste que provisoire sur la longue durée, du projet communiste porté par un parti qui se voulait au départ un instrument de libération sociale au sens le plus fort du terme ?

Était ce seulement lié, avec la montée de l'islamisme politique, à l'irruption de conflits virulents d'apparence identitaire, dans lesquels la manipulation des idéologies a servi de couverture à la rivalité de deux hégémonismes politiques ravageurs ?

Le peuple en a payé la douloureuse facture, mais aussi le PAGS.

L'entrée planifiée d'une fraction du PAGS dans une logique qui sacrifiait le social, ne l'a-t-elle pas rendu plus vulnérable en accentuant le dévoiement de ses faiblesses idéologiques et politiques ?

C'est une partie de l'explication.

Une autre explication me paraît encore plus forte et pertinente, elle n'est du reste pas contradictoire avec la précédente.

Ce conflit interne à l'Algérie s'est inscrit à ce tournant de 1990 dans une évolution mondiale majeure.

Elle a vu au nom de la mondialisation-globalisation financière, remettre en cause les avancées précédentes des idéaux foncièrement démocratiques et sociaux.

Les artisans de la liquidation du PAGS ont appelé cela par euphémisme un projet socio-économique rénovateur et « moderniste » opposé à l'archaïsme, tel qu'ils l'ont développé dans l'éphémère et fantomatique « RPI » (Résolution Politico-Idéologique).

Celle-ci avait été pompeusement présentée comme un monument qui allait révolutionner l'Algérie.

Il y a lieu de l'examiner comme paravent idéologique de l'opération « déstabilisation » menée contre le PAGS entre juillet et décembre 90.

[1] [Le 9 septembre 1992, Belazhar, militant syndicaliste et enseignant universitaire est tué à Constantine par un groupe armé.](#)